



## Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Projet de Modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA - Enquête publique unique préalable au projet - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière d'assainissement sur l'ensemble de son territoire, a engagé le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera qui traite les eaux usées de 19 communes : 14 communes du territoire et 5 communes hors territoire (Assas, Teyran, Saint-Aunès, Palavas-les-Flots et Carnon-Mauguio).

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées,
- optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique,
- tendre vers le « *zéro nuisances* » pour l'environnement immédiat du site,
- améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement.

Ce projet est soumis à une enquête publique unique portant sur 3 objets :

- autorisation environnementale (Code de l'environnement), délivrée par le Préfet de département :
  - o au titre de la loi sur l'eau (autorisation) ;
  - o au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (déclaration / enregistrement) ;
- dérogation à la loi littoral (Code de l'urbanisme), délivrée conjointement par les Ministres en charge de l'environnement et de l'urbanisme ;
- déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes (Code de l'urbanisme). Cette procédure est instruite par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'enquête publique se déroule du 8 juillet au 20 août 2019, conformément à l'arrêté préfectoral n°2019-I-743 portant ouverture d'enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, dès le début de la phase d'enquête publique, l'avis du Conseil est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables du projet sur son territoire.

Les 3 objets de l'enquête publique ont fait l'objet d'une évaluation environnementale unique.

Cette évaluation environnementale traite des principaux enjeux environnementaux du projet que sont la protection des milieux récepteurs (milieu marin, lagunes et Lez), la qualité de l'environnement proche du site et la réduction de l'empreinte carbone du site. Les principaux points à retenir sont les suivants :

- Même si la mise en service de l'émissaire en mer en 2005 a permis d'améliorer nettement la qualité du Lez, des étangs palavasiens et des zones de baignade situées en aval sur la commune de Palavas-les-Flots, l'amélioration de la qualité de ces milieux naturels, notamment en temps de pluie, reste l'une des motivations majeures du projet de modernisation de Maera. Ainsi, le choix de dimensionner le système d'assainissement pour une pluie de période de retour 1 mois permettra de répondre à cet objectif en supprimant tous les déversements au niveau des réseaux et de la station pour des pluies inférieures ou égales à la pluie mensuelle. Pour des pluies courantes, l'impact sera donc positif sur le

Lez, les étangs et les zones de baignade. Pour des pluies supérieures à la pluie mensuelle, les travaux permettront également d'améliorer la situation, en limitant les volumes déversés ;

- Le suivi du milieu marin réalisé depuis la mise en service de l'émissaire n'a montré aucun impact significatif du rejet. Ainsi, les effluents traités seront rejetés en mer, comme en situation actuelle, via l'émissaire existant, dont la capacité d'évacuation passera de 1,5 m<sup>3</sup>/s à 4 m<sup>3</sup>/s en pointe. La modélisation 3D du rejet en mer, réalisée dans le cadre des études environnementales, montre que malgré cette augmentation de débit, quelles que soient les situations météorologiques et courantologiques, la qualité des eaux n'est pas dégradée et le panache en sortie d'émissaire n'atteint aucune zone d'intérêt conchylicole ou de loisirs. Par ailleurs, les travaux permettront d'améliorer les performances de traitement de 30%. Ainsi, malgré l'augmentation du volume d'eaux usées traitées sur la station, les charges rejetées en mer resteront inférieures aux charges de rejet actuellement autorisées. Le suivi de l'impact du rejet en mer réalisé depuis 2005 sera maintenu et optimisé, comme les dispositions de surveillance de la qualité du Lez ;
- Afin de préserver l'environnement proche du site, des dispositions constructives seront mises en œuvre pour limiter les nuisances. L'étude d'impact réalisée, et notamment la modélisation de la dispersion des odeurs, montre que ces dispositions constructives permettront de supprimer les odeurs en limite des propriétés les plus proches de la station ;
- L'optimisation énergétique de la station de traitement des eaux usées, et en particulier la valorisation du biogaz en biométhane (injectée au réseau GRDF) et en électricité, aura un impact positif sur le bilan carbone de l'installation et la réduction des gaz à effet de serre. Ce projet contribue ainsi très favorablement au plan climat air énergie territorial (PCAET) en cours de révision, et à la démarche Cit'ergie associée.

Globalement, l'évaluation environnementale montre que le projet aura un effet bénéfique sur l'environnement. Par ailleurs, des mesures de suivi et d'accompagnement sont prévues tant en phase chantier qu'en phase d'exploitation. Ainsi, en phase chantier, des protocoles de contrôle du bruit et des odeurs seront mis en place et des mesures prises pour limiter les impacts sur le faune et la flore. En phase d'exploitation, le suivi du milieu récepteur sera présenté régulièrement aux représentants des administrations, des établissements publics, des collectivités, des associations (pêche, environnement, usagers...) et de la communauté scientifique.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92905-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- MAERA en un clin d'oeil.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.